

La fin de l'histoire

Plan

I.	La fin de l'Histoire : vers une démocratisation du monde ?.....	2
II.	L'après 9/11 : le concept a-t-il encore un sens ?.....	6
III.	La fin de « la fin de l'Histoire » ?	10
IV.	Conclusion	13

Les penseurs d'aujourd'hui s'efforcent de présenter, en terme d'histoire immédiate, les événements du onze septembre comme une rupture avec le XXème siècle et le tournant d'une époque. Les attentats du World Trade Center ouvriraient définitivement la porte à un nouveau rapport de force entre les peuples : les prémisses d'un conflit de civilisations pour certains, le retour pour d'autres au multipolarisme, et même à l'éclatement des nations en minorités nationalistes ou religieuses, toutes plus virulentes les unes que les autres. Le XXIème siècle serait-il marqué par l'échec des valeurs occidentales à ordonner le monde et le retour à l'instabilité permanente ? Plus profondément, le débat soulève une nouvelle fois un débat philosophique fondamental dans l'analyse des événements historiques.

En 1992, le philosophe américain Francis Fukuyama publiait un livre intitulé *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, où il interrogeait la possibilité de mettre à jour philosophiquement un **sens de l'Histoire**. La succession des événements ne serait que le déploiement d'un **progrès** historique, ayant par conséquent une fin. Fukuyama donna alors des éléments de réponse: le monde atteindrait, à l'heure de l'effondrement du bloc communiste, la fin de son Histoire, non pas la fin des événements en tant que tels, mais celle de l'évolution idéologique de l'humanité. En cela, le philosophe reprend une vieille question, soulevée, notamment par Marx et Hegel, qui est celle de l'**historicisme**. Mais, à la lumière des événements du début des années 1990, il affirme que seule la **démocratie libérale** peut représenter cette fin de l'Histoire. Le XXème siècle, dit-il, a tenté de trouver d'autres régimes capables de répondre à cette exigence de l'Histoire et il n'en a pas mis à jour qui soit aussi bon. Et celui-ci de confirmer sa théorie en démontrant que les régimes totalitaires et autoritaires s'effritent tous les uns après les autres.

Or, avec le développement du fondamentalisme et du terrorisme international, après la guerre en Irak et le conflit afghan, l'actualité réinterroge cette théorie optimiste. L'homme aurait-il atteint sa finalité, son *telos* ? C'est-il posé réellement toutes les grandes questions et y a-t-il répondu ? De l'avis de certains penseurs, comme Alexandre Adler, le monde a tourné une page. Se trouverait-il face à une nouvelle époque, la démocratie n'étant, comme l'affirmait Jean-François Revel, qu'une « parenthèse ? » Entre débat d'actualité et

controverse philosophique, la « fin de l'Histoire » est un concept essentiel pour comprendre la pensée politique aujourd'hui.

I. La fin de l'Histoire : vers une démocratisation du monde ?

Qu'est-ce que l'histoire, sinon une suite d'événements déployés dans le temps, en tant qu'ils sont mis en ordre et pensés par l'homme ? Non analysé, l'événement reste événement, instant. Elevé à la raison, il prend le nom d'événement historique. Pourquoi, de fait, ne pourrait-on pas élever tous les événements, sans exception, à la raison, c'est-à-dire les considérer dans leur totalité ? C'est ce que s'efforce de faire la philosophie lorsqu'elle réfléchit à l'histoire : elle tente ainsi de mettre à jour une logique, un progrès, un *telos*, dans la totalité des événements historiques.

I.1. s'accorder sur les mots : prolégomènes à la pensée historiciste.

La philosophie s'intéresse au concept d'Histoire à partir de la Révolution Française. Car après tout, la philosophie n'est-elle pas elle-même une histoire ? Sans cesse elle reste attentive à ce que les siècles précédents ont écrit, et lorsqu'elle s'enseigne, elle porte le nom « d'histoire de la philosophie. » Si la Révolution française fut le tournant de la réflexion engagée sur l'Histoire dans son ensemble, c'est parce qu'elle représentait une rupture politique, la plus violente qui fut, avec l'organisation précédente du monde. Et les philosophes contemporains du phénomène, Kant et Hegel, un peu plus tard, en premier lieu, y ont discerné la fin d'une époque et l'avènement d'une nouvelle génération d'individus. De sujets, ils devenaient citoyens. Et Hegel d'affirmer, dans un cours de 1806 : « *Nous sommes aux portes d'une époque importante, un temps de fermentation, quand l'esprit avance d'un bond, transcende sa forme précédente et en prend une nouvelle. L'ensemble des représentations, des concepts et des liens antérieurs qui relient notre monde se dissolvent et s'effondrent, comme un tableau rêvé. Une nouvelle phase spirituelle se prépare.* » Kant et Hegel vont mettre en place, de façon très précise, la mise en place d'une conception de l'histoire qui sera reprise par Karl Marx. Leurs successeurs vont lui donner le nom d'**historicisme**. Une pensée qui suppose en premier lieu de procéder à une double distinction :

- l'histoire événementielle, c'est-à-dire l'histoire en tant qu'événements rapportés ou prospecter par les historiens et que les Allemands nomment *Historie* ;
- l'Histoire en tant que processus simple et cohérent d'évolution qui prend en compte l'expérience de tous les peuples comme une totalité ; on parlera alors de *Geschichte*.

La philosophie s'intéresse au deuxième sens, comme le précise Hegel : « *La philosophie spécialement doit accueillir son apparition et la reconnaître, alors que les autres, qui s'y opposent de manière impuissante, s'accrochent au passé.* » C'est dans cette réflexion sur l'Histoire que s'inscrit le concept de « Fin de l'Histoire » remis au goût du jour par

Fukuyama. Kant, dans *Idée d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolitique*, et plus spécialement Hegel, dans *La Raison dans l'Histoire*, tentent donc de mettre à jour ce progrès de l'Histoire. Pour ce dernier, le réel a un sens ; il est mû par une dynamique rationnelle qui le conduit vers une fin, entendue comme **finalité** et comme **achèvement**. Plus exactement, il s'agit de préciser qu'on ne peut parler de réel que parce qu'il est rationnel : la raison et le monde sont inséparables ; ils ne font qu'un. De fait, dès que la philosophie, à l'aide de la raison, interroge le réel habité par les hommes, elle met à jour une évolution qui est sa propre évolution. La vérité se déploie, comme le réel se déploie, sous différentes formes, et ce de manière infinie. Chaque moment de l'Histoire de la pensée coïncide alors avec un moment de l'Histoire des hommes.

Hegel met à jour ces moments historiques dans les *Principes de la philosophie du droit*. Les êtres humains ont des besoins et des désirs, particulièrement celui de désirer le désir des autres : bref, l'homme veut être reconnu, en tant qu'humain, c'est-à-dire doué d'une certaine **dignité**. Cette recherche le conduit à mettre en danger son existence pour le seul prestige : Hegel parle alors de **désir de reconnaissance**, qui donne lieu à une première domination, qui est celle, physique, du maître sur l'esclave : l'esclave est soumis au maître par la force ; il reconnaît ainsi sa supériorité ; il y voit de fait la première lueur de liberté humaine. Cette lutte pour la reconnaissance devient ainsi le moteur de l'Histoire. Car bien vite le maître ne se contente pas de la reconnaissance de l'esclave, et veut l'obtenir de ses semblables, puisque le maître a fait de l'esclave un être privé d'humanité. D'où la contradiction qui se met en place autour de cette insatisfaction partagée, contradiction résolue dans la Révolution française.

Puisque la mise en lumière de chaque moment du déploiement de la raison doit permettre de comprendre le moment présent, il tire de cette minutieuse analyse, qui cherche à saisir l'histoire des peuples dans leur totalité, la spécificité du moment à venir dans ses formes politiques : l'Etat libéral, dit-il, est l'aboutissement de l'évolution des structures de la société. Cet Etat libéral est pour le philosophe la fin de l'Histoire. Réinterrogeons dès lors ce concept : au sens hégélien, puis marxiste, « la fin de l'Histoire » fait écho à une absence de progrès possible, à un certain niveau, dans le développement des institutions fondamentales et de leurs principes sous-jacents, parce que les grandes questions ont toutes été résolues. Tel est le moteur de l'historicisme dont la pensée de Hegel, puis celle de Marx, sont les pierres d'achoppement ; dans un même mouvement, Fukuyama reprend cette interrogation et la reformule au temps présent : est-il raisonnable de continuer à parler d'une histoire cohérente de l'humanité, qui finira par conduire la plus grande partie des peuples à la démocratie libérale ? A en juger des considérations philosophiques si pessimistes du XXème siècle et aux monstruosité commises, on pourrait en douter.

1.2. La fin d'un monde et la révolution libérale mondiale.

La pensée politique contemporaine n'a pu nier les événements barbares ni les évolutions idéologiques de ce siècle. Et parce qu'elle en prend acte, elle sombre le plus souvent dans un pessimisme quant à l'avenir de la démocratie. Y a-t-il un avenir démocratique possible ? Rien n'est moins sûr. Le **progrès technique** apparaît de fait à double tranchant,

engendrant barbarie comme richesses ; le siècle a connu l'invention du totalitarisme, c'est-à-dire que la rationalité s'est mise au service du mal... L'histoire de la pensée est de fait imprégnée par ce jugement porté sur les valeurs de l'occident, qui semble mettre à bas toute tentative de mise en place d'un ordre démocratique mondiale. Jean-François Revel n'écrivait-il pas, en 1983, dans *Comment les démocraties finissent*, que les démocraties n'étaient qu'un « accident de l'histoire ? » Fukuyama s'efforce de souligner dans la première partie de son ouvrage la portée de ce pessimisme, conséquence d'une crise intellectuelle et politique, et d'en montrer, à la fin du siècle, l'inexactitude.

Alors que les penseurs des années 1970 étaient convaincus (Kissinger et les réalistes en tête) de la permanence du Communisme, la fin du siècle est marquée par **l'effondrement des régimes totalitaires** et des dictatures autoritaires. Et Fukuyama de faire la constatation suivante : les Etats forts sont faibles. Ils sont faibles parce que confrontés à un déficit de légitimité que la démocratie est le seul régime à ne pas connaître. Le principe de ces Etats totalitaires et autoritaires est de vouloir s'imposer jusque dans la sphère privée, au nom d'une **idéologie** (totalitarisme) ou d'un redressement économique et militaire (dictature de droite). Or, à partir de la fin des années 1970, ces régimes ont connu une crise de souveraineté à l'intérieur du système et parmi les élites. L'échec du règlement de la crise économique au Portugal a convaincu les chefs militaires de la nécessité de renverser le régime mis en place par le Docteur Salazar, en 1974. Tous ces régimes, de la dictature de Pinochet au Chili, à celle de Franco en Espagne se sont donc effondrés parce qu'à l'intérieur une élite était prête à se retirer. C'est dire si dans ces pays le pessimisme concernant l'idéal démocratique ne régnait pas.

Pour ce qui est du totalitarisme, le mouvement est le même. Le totalitarisme s'appuie sur une volonté de détruire la société civile et d'imposer de nouvelles structures, à partir d'une idéologie explicite qui fournit une vision globale de l'humanité. Mais ce qui fait avant tout la spécificité du totalitarisme, c'est qu'il cherche à faire craindre les libertés, à montrer qu'il est dangereux de s'aventurer hors du cadre fixé par le pouvoir central. Aux yeux des Occidentaux, ce qui a alimenté le pessimisme, le totalitarisme est apparu comme légitime : existant depuis plus de huit décennies, il semble accepté par la population. Or, en observant les événements de 1989, jusqu'à 1991, on s'aperçoit que, bien au contraire, l'idéal démocratique s'est vite imposé dans l'esprit des Russes. Le régime de Moscou a connu lui aussi une crise de légitimité. Malgré une propagande intense, les Russes n'ont pas cessé de penser par eux-mêmes, et il a réagi à partir du moment où la terreur a dû disparaître, à partir de l'ère Brejnev. Le communisme, dès les années 1960, n'était plus un régime pérenne.

De fait, le totalitarisme est condamné intérieurement à s'effondrer : l'URSS disparaîtra en 1991, et l'organisation d'élections libres et pluripartistes portera Boris Eltsine au pouvoir, premier président démocratiquement élu de la Fédération de Russie. Dans un même mouvement ce met donc en place l'extinction de ce type de régime et une révolution libérale mondiale : le **libéralisme** apparaît, pour ces Etats qui ont connu toutes les formes de gouvernement, la seule alternative politique légitime et durable. Cette analyse convainc Fukuyama de s'intéresser à nouveau à ce concept, et d'en montrer les tenants et les